



Covid-19: pourquoi le scénario d'une fermeture des écoles n'est plus à exclure

Les contaminations progressent chez les enfants et le variant britannique pourrait aggraver la situation. Pour les syndicats, le protocole sanitaire est toujours insuffisant. Dans la lutte contre le Covid-19, c'est certainement l'une des mesures les plus controversées : la fermeture des écoles. Régulièrement, cette question revient dans le débat public. Une solution pour freiner la propagation du virus pour les uns, une catastrophe d'un point de vue pédagogique pour les autres. Officiellement, cette piste est pour le moment écartée par le gouvernement. Il faut "vraiment que la situation sanitaire soit gravissime pour fermer des écoles" car les conséquences sont "absolument dramatiques", a souligné le 7 janvier le Premier ministre Jean Castex.

Lors du premier confinement au printemps dernier, la France a fait le choix de fermer les écoles. Désormais, le gouvernement ne veut donc l'envisager qu'en "dernier recours" - contrairement à d'autres pays européens, comme l'Angleterre, l'Allemagne ou l'Autriche, qui ont déjà pris cette mesure drastique. Mais les inquiétudes liées à la circulation du variant britannique et les derniers indicateurs pourraient changer la donne.

Hausse des contaminations chez les enfants

Signe que la situation sanitaire est préoccupante : le taux de positivité (nombre de personnes positives par rapport au nombre de personnes testées) augmente fortement chez les enfants. Dans la semaine du 4 au 10 janvier, alors qu'il était de 6,5% au niveau national (contre 5,4% la semaine précédente), il s'élevait à 10,1% chez les moins de 15 ans, selon le dernier point épidémiologique hebdomadaire de Santé publique France, publié jeudi.

Comme le montre le graphique ci-dessous, c'est dans cette classe d'âge que l'on constate la plus forte augmentation. "En semaine 01, le taux de positivité des personnes testées était en hausse par rapport à la S53 dans toutes les classes d'âge : chez les 0-14 ans (+2,4 points), les 15-44 ans (+1,5 point), les 45-64 ans (+0,6point), les 65-74 ans (+0,3 point) et les 75 ans et plus (+0,1 point)", précise l'agence sanitaire.

Santé Publique France souligne ainsi une "forte augmentation du nombre de cas confirmés, plus marquée chez les moins de 20 ans". Chez les plus jeunes, les taux d'incidence - nombre de tests positifs rapportés à la population - "suivaient la même dynamique avec +47% chez les 0-9 ans, +46% chez les 10-19 ans et +36% chez 20-29 ans".

Comment l'expliquer ? Difficile de le dire précisément, mais ces chiffres ne semblent pas liés à la rentrée scolaire étant donné les dates. Il s'agit peut-être d'un effet lié aux fêtes de fin d'année. Se pose également la question du variant britannique, qui serait plus contagieux, y compris chez les plus jeunes. "Le variant anglais introduit une nouvelle donne. Nous regardons ça au quotidien", a reconnu dimanche dernier le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer, invité du RTL-Le Figaro-LCI.

Inquiétude des syndicats

"Ce qui nous inquiète beaucoup, c'est l'arrivée du variant anglais", confirme auprès de L'Express Guislaine David, secrétaire générale du SNUipp-FSU, syndicat majoritaire dans le premier degré. "Il va changer la donne car tout le monde l'affirme, il est plus contaminant chez les enfants." Selon elle, lors de la dernière réunion le 7 janvier dernier, le ministère a affirmé que la fermeture des écoles n'était pas à l'ordre du jour. Le syndicat compte reposer la question lundi.

"Personne ne souhaite la fermeture, ce serait une erreur. On perdrait le lien avec les élèves, comme on l'a perdu en mars. Ce serait catastrophique pour les élèves, parents, enseignants. On ne veut pas mettre l'école à distance, cela crée des inégalités", souligne Guislaine David. "Mais il faut envisager tous les scénarios, vraiment prévoir sur le terrain. Là, on ne peut pas anticiper car on ne nous dit pas les choses."

Ce constat est partagé par Sophie Vénétitay, secrétaire générale adjointe du SNES-FSU (syndicat

national des enseignements de second degré). "Il y a une forme d'inquiétude, on voit la situation se dégrader, on est très loin de ce qui pourrait être fait en termes de prévention et de protection maximale des élèves et adultes dans les établissements scolaires", regrette-t-elle auprès de L'Express.

Protocole sanitaire voué à l'échec ?

Pour limiter la circulation du virus, toutes les pratiques sportives sont suspendues, a déclaré jeudi Jean-Michel Blanquer. Une vigilance accrue sera mise en place à la cantine, "maillon faible de l'organisation puisque c'est le moment où on enlève son masque", a-t-il poursuivi. Le brassage des élèves sera limité autant que possible, par exemple en allongeant le temps de restauration.

De plus, le "traçage des cas contacts va continuer", a assuré le ministre. "Lorsque trois cas seront avérés dans un établissement, tous les personnels, collégiens et lycéens se verront proposer un test dans les 48 heures." Le ministre de la Santé, Olivier Véran, a aussi annoncé jeudi un protocole visant à tester jusqu'à un million d'enfants et d'enseignants par mois pour faire face à la propagation du variant britannique. "Si la situation devait évoluer et que nous avons une augmentation de la part du variant (...) anglais, nous pourrions nous poser des questions" sur une éventuelle fermeture des écoles", a reconnu le ministre.

Pour Guislaine David et Sophie Vénétiay, il faudrait durcir la règle concernant les tests : proposer un test dès qu'un élève est contaminé (contre trois élèves contaminés, selon le protocole prévu). "Le problème des cantines, c'est la distanciation physique. Il faut trouver des locaux qui permettent d'accueillir des petits groupes et mettre de la distance, il faut du personnel en nombre suffisant", déclare Guislaine David.

"En collège et lycée, il faut vraiment aller sur du fonctionnement en demi-groupe pour diminuer le brassage. Cela doit se cumuler avec d'autres mesures comme l'aération. Depuis des mois on dit qu'il faut trouver d'autres systèmes. En hiver, c'est compliqué d'ouvrir les fenêtres. On a aussi fait la proposition d'équiper toutes les salles en détecteur de CO2, mais cela n'a pas été repris. Et sur les cantines, notre syndicat alerte depuis le mois d'août", pointe Sophie Vénétiay.

En cas d'aggravation, une mesure efficace

Pour certains professionnels de la santé, il est encore trop tôt pour fermer les écoles, à l'aune des derniers indicateurs. "J'attribue la relative accalmie en Europe et en Amérique du Nord actuellement à l'effet de la fermeture des écoles pendant les vacances scolaires de Noël", estime auprès de L'Express l'épidémiologiste et directeur de l'Institut de santé globale à l'université de Genève Antoine Flahault. Il ne propose pas de fermer les écoles mais de "réaménager le calendrier scolaire".

"Il aurait fallu prolonger de 15 jours les vacances de Noël et de 15 jours celles de février cette année aux dépens des vacances d'été", explique-t-il. "Il faudrait profiter de ces périodes de vacances scolaires étendues pour sécuriser les classes et les cantines en matière d'aération (ventilation mécanique, purificateur d'air, capteurs de CO2). Il faut des tests antigéniques rapides et fréquents et une recherche rétrospective des contacts très active."

"On ne peut pas exclure, si ce nouveau variant circule de façon importante en France, que l'on soit amené à fermer les écoles", souligne Anne-Claude Crémieux, professeure en maladies infectieuses à l'hôpital parisien Saint-Louis, et membre de l'Académie de médecine, sur Europe 1. La raison : ce variant "réintroduit un vrai degré d'incertitude sur le niveau de mesure de freinage nécessaire pour contrôler la circulation du virus."

"La fermeture des écoles a des conséquences assez dramatiques pour les enfants", a déclaré mardi Alain Fischer, président du conseil d'orientation de la stratégie vaccinale, sur France Inter "Si à un moment donné il s'avérait que la circulation du virus chez les enfants est telle que [cela] devienne vraiment dangereux, alors il faudrait se résoudre [à la fermeture des écoles]", a-t-il ajouté. Cette hypothèse n'est donc pas à écarter, d'autant plus qu'une étude suisse a montré, la semaine dernière, que c'est l'une des mesures les plus efficaces pour freiner la circulation du virus.